

Le budget—M. Reimer

dans tous ses détails les répercussions qu'aurait l'exemption d'impôt sur les gains en capital de 500 000 \$ avant de la présenter et de faire ainsi une faveur à certains tout en renonçant à des recettes qui auraient pu servir à réduire le déficit.

Je sais gré au député d'avoir souligné dans son intervention que le budget devrait tenir compte des répercussions qu'il aura sur les citoyens. Il a particulièrement fait état des besoins des enfants. Non seulement le budget fait-il erreur en imposant des taxes additionnelles qui touchent les enfants, mais il néglige surtout de répondre à leurs besoins et même de reconnaître leur pauvreté en de nombreuses parties du pays. C'est honteux. Je sais gré au député de nous l'avoir rappelé.

Nous vivons également à une époque où les enfants souffrent de la faim dans le monde entier. Nous vivons dans un monde qui dépense annuellement un billion de dollars pour les armements. Le Canada y contribue par ses dépenses militaires. Comment cela touche-t-il les Canadiens, et quelle devrait être notre position? Comment le budget devrait-il s'attaquer à cette question?

M. de Jong: Monsieur le Président, je remercie mon collègue de cette question. En fait, ce serait une mesure progressiste si les ministres des Finances commençaient à reconnaître le coût de la course aux armements et ses répercussions sur les budgets des gouvernements du monde entier. Il est impossible de prélever 1 billion de dollars sur l'économie mondiale sans que tout le monde en souffre.

Selon un institut de la paix de Londres, le coût de la course aux armements équivaut à deux années de salaires pour tous les travailleurs du monde. Si à la suite d'un désarmement mondial, on se servait de cette somme à des fins productives, les pays du monde entier auraient l'argent nécessaire pour acheter notre blé. Nous ne serions plus témoins de cette situation déplorable à l'heure actuelle, où certains pays font fesse à des excédents alors que d'autres pays sont frappés par la famine. Ce serait certainement utile à nos agriculteurs et aux nécessiteux du monde entier, si ce billion de dollars servait à des fins productives comme la construction de maisons et d'écoles, la prestation de services de garde d'enfants et la création d'emplois dans les domaines sociaux. Il y aurait bien moins de chômage qu'à l'heure actuelle, nos livres seraient équilibrés et nous ne vivrions pas dans un monde de rareté, de compressions et de déficits, comme à l'heure actuelle, mais dans un monde d'abondance. Manifestement, l'humanité est arrivée au point où elle peut compter sur les ressources voulues et la technologie nécessaire, pour procurer l'abondance à tous. Pourtant, on prélève chaque année 1 billion de dollars sur l'économie mondiale, afin de produire du matériel qui ne sert qu'à tuer des êtres humains. Cela fausse l'économie mondiale et nous donne une société où les ressources sont rares, les pauvres, abandonnés à leur sort et le chômage, élevé.

Selon moi, il serait bon que les ministres des Finances incluent dans leurs budgets un paragraphe dans lequel ils préciseraient le coût économique de la course aux armements et exprimeraient l'espoir au nom de tous les Canadiens, qu'un jour prochain nous puissions compter sur un nouveau climat international permettant le désarmement et la réduction des dépenses militaires. L'humanité pourrait alors commencer à comprendre les possibilités énormes qui s'offrent à nous.

Le président suppléant (M. Johnson): Reprenons le débat.

M. John Reimer (Kitchener): Monsieur le Président, c'est avec plaisir que je prends la parole au sujet du budget que le ministre des Finances (M. Wilson) a présenté le 18 février 1987.

En 1984, les Canadiens ont confié au gouvernement la mission de remettre notre économie sur la bonne voie. Lorsque nous avons été portés au pouvoir, en septembre 1984, nous savions qu'il était temps de nous attaquer aux causes des difficultés du pays. Par conséquent, dans son exposé économique de novembre 1984, le ministre des Finances a proposé un programme complet de renouveau économique. Ce programme visait quatre grands objectifs: premièrement, la réduction du déficit; deuxièmement, la création d'emplois; troisièmement, l'accroissement de l'investissement et de notre compétitivité internationale; quatrièmement, la réalisation de ces trois objectifs sans perdre de vue la justice socio-économique.

A la suite de cet exposé, en mai 1985, et de nouveau en février 1986, le ministre a présenté deux budgets conformes à ces quatre principes. Ce qui ressort surtout de ce dernier budget, c'est que notre programme de renouveau économique donne de bons résultats. Le ministre des Finances a d'ailleurs déclaré à la page 3579 du hansard du 18 février:

Les résultats sont éloquents. Nous sommes sur la bonne voie. Notre programme de renouveau économique porte fruit.

Ce sont là de bonnes nouvelles pour tous les Canadiens. Par rapport à tous les objectifs que nous nous étions fixés en 1984, notre rendement économique de ces deux ans et demi écoulés a été remarquable.

Prenons d'abord la réduction du déficit. Les résultats à cet égard sont suffisamment éloquents. A notre arrivée au pouvoir, le déficit annuel dépassait 38,3 milliards et il allait en augmentant. Les déficits accumulés pendant 15 années de suite avaient porté notre dette nationale à 200 milliards. En fait, cette dette avait doublé en trois ans à peine, avant notre élection. Le secteur privé était paralysé par une réglementation et une intervention gouvernementales excessives, ainsi que par l'absence de contrôle sur les dépenses gouvernementales.

Qu'avons-nous fait? Nous avons aboli les programmes destructeurs comme le Programme énergétique national et l'Agence d'examen de l'investissement étranger. Nous avons supprimé les distorsions de la fiscalité. Nous sommes maintenant en train de privatiser des sociétés d'État dont nous avons déjà cédé 13 au secteur privé. Nous favorisons activement l'investissement dans la recherche et le développement.

Examinons certains des résultats des mesures que nous avons prises au lendemain de l'exposé économique de novembre 1984. Le déficit est tombé de 38,3 milliards en 1984-1985, à 32 milliards en 1986-1987, et nous nous attendons à le réduire à 29,3 milliards au cours du prochain exercice. Cela représente une réduction de 23,5 p. 100 sur trois ans. C'est la première fois depuis 30 ans que nous voyons le déficit baisser pendant trois années de suite. Autrement dit, il faut remonter à 1957 pour voir une autre réduction du déficit pendant trois années consécutives.

Un deuxième fait mérite notre attention en ce qui concerne le déficit. La réduction du déficit est imputable, à 67 p. 100, à une compression des dépenses gouvernementales et, à 33 p. 100, à l'instauration de nouveaux impôts. Troisièmement, en termes réels, c'est-à-dire après inflation, les dépenses ont baissé